

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 15 AVRIL 2016

SOMMAIRE

- 1) Qui cherche trouve...
- 2) « aucun sens de l'Etat »
- 3) 46 millions dépensés
- 4) L'autoritaire !
- 5) France Télévision en ébullition...

Gérard Diez La Presse en Revue

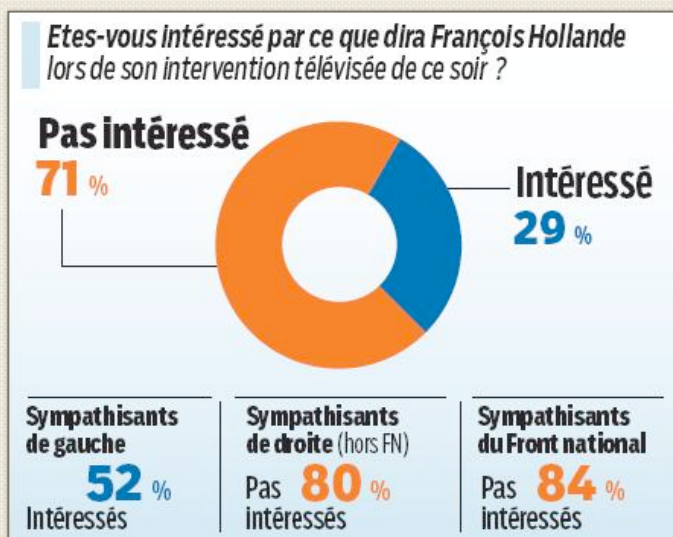
I) Hollande : lui président, les Français n'y croient plus



Alors que François Hollande est l'invité de France 2 dans une nouvelle émission politique, notre sondage indique que 76 % des Français pensent qu'il devrait renoncer à la présidentielle. (LP/Matthieu de Martignac.)

« On n'attend pas de miracle, on ne change pas l'opinion sur une émission », confiait en privé ces derniers jours Julien Dray, proche de toujours de François Hollande. Il ne croyait pas si bien dire : plus de 7 Français sur 10 (71 %) ne sont tout simplement pas intéressés par ce que le chef de l'Etat pourra dire ce jeudi soir sur France 2 ! C'est le constat cruel du sondage Odoxa pour notre journal et France Info.

En clair, au bout de quatre ans à l'Elysée, Hollande n'« imprime » plus. Et en plus, cette émission sauvetage, un « Dialogue citoyen » face à un panel de Français, est déjà marquée par la polémique sur les deux participants — dont une syndicaliste très remontée — décommandés. Selon eux sur ordre de l'Elysée, ce que la chaîne a démenti.



La grande défiance. Signe de cette démonétisation de la parole présidentielle, même à gauche, presque 1 sympathisant sur 2 se dit « pas intéressé ». « C'est parce que les Français n'attendent plus grand-chose de l'action du chef de l'Etat, commente Gaël Sliman, directeur d'Odoxa. Une écrasante majorité (83 %) est persuadée qu'à un an de la présidentielle, il se contentera de gérer les affaires courantes ou, pire, de prendre des mesures électorales favorisant certaines catégories d'électeurs. »

Que cherchera à faire François Hollande d'ici à la fin du quinquennat ?

● Il ne prendra plus que des mesures électorales

53 %

● Il gèrera les affaires courantes parce qu'il ne peut plus réformer à un an de la présidentielle

30 %

● Il cherchera à réformer quitte à prendre des mesures difficiles pour certaines catégories de population

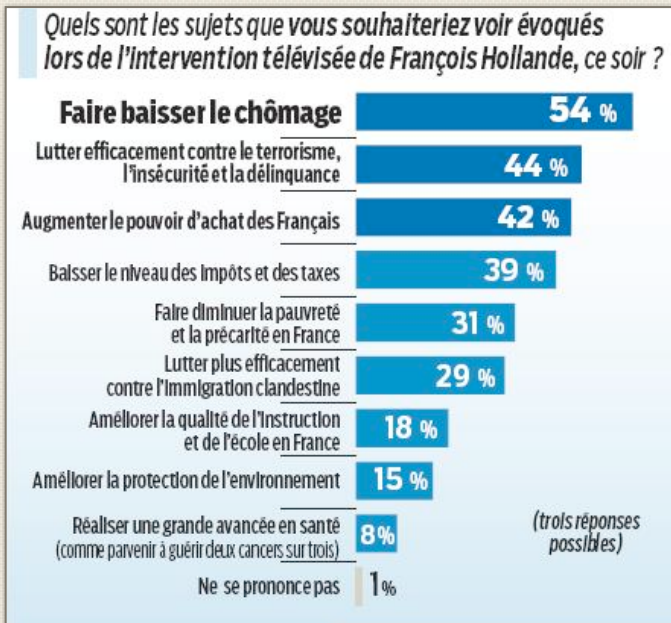
16 %

Ne se prononce pas

1 %

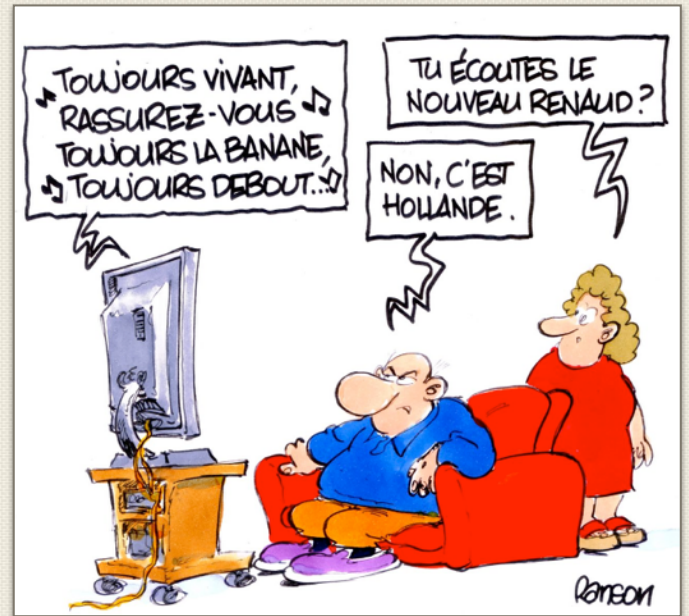
Le chômage, préoccupation n° 1. Lui qui avait enfin revêtu le costume présidentiel lors des attentats de 2015 mettra ce soir l'accent sur la lutte contre le terrorisme, forcément rassembleuse. Mais, même là, le feuilleton de la déchéance a semé doute et zizanie. Et c'est bien sur le chômage, toujours au plus haut, qu'il est attendu. Or là aussi, les Français n'attendent plus rien de sa politique, et ont zappé depuis longtemps sa promesse d'inversion de la courbe. La preuve, révèle notre enquête, même si l'emploi repartait durablement dans les prochains mois, les sondés (à 69 %) n'en créditeraient pas le président

! Le privant du même coup de son argument pour se présenter à un second mandat.

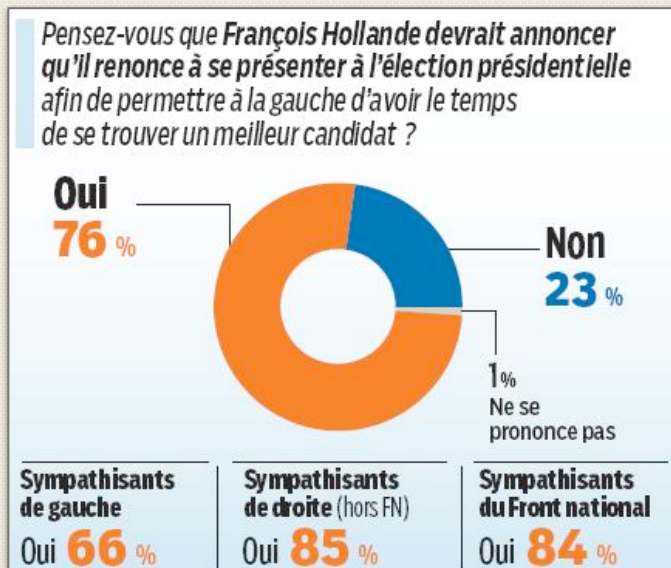


Il doit laisser la place en 2017. Plus personne ou presque n'envisage sa candidature : 76 % des Français jugent qu'il devrait renoncer à se représenter, afin de permettre à son camp de trouver un meilleur champion. Un désaveu largement partagé à gauche (66 %), y compris chez les élus comme le sénateur PS Gaëtan Gorce, qui lui a demandé mercredi soir de « tirer les conséquences de son impopularité » en annonçant le plus tôt possible son retrait de la course. Et, de fait, il ne manque pas de prétendants plus ou moins masqués — Valls, Macron et autres — qui guettent le moment où il jettera l'éponge.

Alors, dans ce climat déprimant, à quoi bon s'échiner à convaincre ce jeudi soir ? Parce que, en dépit de tout, l'ex-Monsieur 3 % dans les sondages de la primaire de gauche croit en sa bonne étoile. A un possible rebond. « Ce qui se passe dans l'opinion, ce n'est pas un rejet, pas une rupture. C'est une incompréhension, un déficit d'explication de ce qui a été accompli pendant quatre ans », se persuade un intime de Hollande. Méthode Coué ? A partir de 20 h 45, ce jeudi soir, les téléspectateurs pourront juger.



leparisien.fr



Alors, dans ce climat déprimant, à quoi bon s'échiner à convaincre ce jeudi soir ? Parce que, en dépit de tout, l'ex-Monsieur 3 % dans les sondages de la primaire de gauche croit en sa

II) Sarkozy ? Un "chef de clan" sans "aucun sens de l'Etat", balance... Jean-Louis Debré

Louis Hausalter

Jeune retraité du Conseil constitutionnel, Jean-Louis Debré n'a pas attendu longtemps avant de lâcher les coups qu'il a dû retenir pendant ses neufs ans en fonctions. Et sans surprise, c'est d'abord l'ennemi au sein de son camp Nicolas Sarkozy qui en prend pour son grade, dans le journal de bord que publie l'ex-ministre chiraquien.



Jean-Louis Debré, ici avec Nicolas Sarkozy en mars 2010, ne retient plus ses coups contre l'ancien chef de l'Etat. - SIPA

Libéré, délivré. Jean-Louis Debré n'est plus président du Conseil constitutionnel depuis qu'il a passé la main à Laurent Fabius, le 8 mars dernier. Pendant ses neuf ans à la tête de l'institution, l'ancien ministre et président de l'Assemblée nationale devait respecter un strict devoir de réserve.

Mais il consignait soigneusement des notes dont il fait aujourd'hui un livre en forme de journal de bord, Ce que je ne pouvais pas dire (Robert Laffont). Et à en lire les bonnes feuilles publiées par Le Point ce jeudi 14 avril, cela fait mal ! Surtout pour son ennemi juré, Nicolas Sarkozy, avec lequel les relations ont été notoirement tendues pendant tout le quinquennat de ce dernier.

Jean-Louis Debré dénonce notamment l'attitude de Nicolas Sarkozy après la censure par le Conseil constitutionnel, en février 2008, d'une partie de la loi sur la rétention de sûreté. Le chef de l'Etat confie alors une mission au premier président de la Cour de cassation pour "trouver un moyen de contourner notre jurisprudence", écrit Debré.

Qui ne se retient plus : ***"Rien ne m'étonne plus de Sarkozy. Il n'a aucun sens de l'Etat. C'est un chef de clan auquel il est interdit de résister, surtout au nom du droit."***

Debré raconte au passage que Nicolas Sarkozy l'avait carrément appelé pour faire pression sur lui avant la décision du Conseil constitutionnel. "C'est moi qui l'ai voulue, je m'y suis engagé. Tu ne dois pas y toucher", lui aurait intimé le président. **"Cette agressivité, qui ne me surprend pas chez lui, me paraît inadmissible à l'égard d'une institution comme la nôtre"**, s'indigne aujourd'hui Jean-Louis Debré.

Les pressions de Sarkozy avant l'examen de ses comptes de campagne

L'auteur raconte aussi l'un de ses entretiens avec Nicolas Sarkozy alors que celui-ci n'est plus à l'Élysée, en janvier 2013. "Il me redit qu'il n'a pas l'intention de briguer un nouveau mandat présidentiel, mais sera peut-être dans l'obligation de le faire.

'Si je suis réélu, ajoute-t-il, je ferai appel à toi pour présider de nouveau le Conseil constitutionnel, car rien n'empêche après un temps d'absence que tu reviennes'. **Une manière à peine voilée de m'inciter à faire en sorte que le Conseil réfléchisse bien avant de statuer sur la décision concernant ses comptes de campagne. Du pur Sarkozy !"**

Peine perdue : six mois plus tard, **les Sages invalident les comptes de la campagne présidentielle UMP de 2012**. Jean-Louis Debré ne s'en cache pas : il était parmi les membres du Conseil constitutionnel qui ont plaidé pour cette décision.

"Accepter qu'un candidat à la présidence de la République et a fortiori le président sortant puisse ne pas être sanctionné s'il n'a pas respecté les règles légales en dépassant le montant des dépenses fixées, c'est laisser croire que la loi n'est pas la même pour tous, et ajouter au discrédit qui touche toute la classe politique", justifie-t-il.

Dati "petite fille gâtée", Juppé qui abandonne Chirac...

Nicolas Sarkozy n'est pas la seule cible de Jean-Louis Debré, très peu avare de critiques. L'ancien patron du Conseil constitutionnel raconte ainsi ce jour d'avril 2008 où il croise Rachida Dati à un colloque à Doha. **"Elle se conduit comme une 'petite fille gâtée', exige un coiffeur à 11 heures du soir, traite l'ambassadeur comme son valet, est en retard au déjeuner officiel...** Je suis obligé de demander à nos hôtes de commencer sans elle tant j'ai honte de son comportement."

Alain Juppé en prend aussi pour son grade. Par exemple lorsque Jean-Louis Debré constate, en 2012, que le maire de Bordeaux a quelque peu pris ses distances avec Jacques Chirac. Il "ne s'est pas souvent déplacé depuis cinq ans pour lui rendre visite à son bureau de la rue de Lille", rapporte Debré, fidèle d'entre les fidèles de l'ancien président. 'Si je ne viens pas souvent, m'a-t-il dit pour se justifier, c'est que cela me fait mal de le voir dans l'état où il est maintenant'. **Cette réflexion résume bien Juppé, qui ne s'est manifestement pas demandé si cela aurait fait du bien à Chirac qu'il lui accorde un peu de temps...**" Trois petits points lourds de reproches.



III) Présidentielle 2012: Sarkozy a dépensé le double du plafond autorisé

Par Mathilde Mathieu

C'est la première expertise solide fournie aux juges depuis le début de l'enquête. D'après une synthèse consultée par Mediapart, les dépenses occultes de la campagne 2012 de Nicolas Sarkozy ont dépassé les 24,5 millions d'euros. Outre les prestations cachées de Bygmalion, au moins 8,2 millions d'euros d'autres factures ont été « oubliés ». Au total, 46 millions ont été dépensés.

Cette fois, la justice a fait l'addition. Daté du 17 mars 2016, un rapport remis aux juges d'instruction estime que les dépenses occultes de la campagne 2012 de Nicolas Sarkozy, mis en examen pour financement illégal en février dernier, ont atteint 24,5 millions d'euros minimum. Outre les prestations de Bygmalion sciemment dissimulées (16,3 millions), cette synthèse chiffre pour la première fois une kyrielle d'autres factures retrouvées plus récemment par les enquêteurs et réglées en 2012 par l'UMP dans le dos des autorités (transport, impression, tee-shirts, etc.), que le candidat aurait dû déclarer à

hauteur d'au moins 8,2 millions d'euros.

S'il ne prétend pas à l'exhaustivité (exercice quasi impossible), ce rapport rédigé par une assistante spécialisée du pôle financier du tribunal de grande instance de Paris, que Mediapart a pu consulter, constitue la première expertise solide fournie aux magistrats depuis l'ouverture de l'information judiciaire en juin 2014. Ce document démontre que la campagne de Nicolas Sarkozy a coûté au moins 45,8 millions d'euros en tout (21,3 millions de dépenses officiellement inscrites au compte plus 24,5 millions de dépenses « oubliées »), soit le double du plafond autorisé (fixé à 22,5).



La réunion publique de Villepinte a coûté 6,2 millions d'euros en 2012, d'après l'enquête judiciaire © Reuters

Formulé autrement : il y avait davantage de frais occultes que de frais déclarés ! Cette démonstration judiciaire souligne les défaillances de la commission administrative chargée du contrôle de la campagne (la Cnccfp), qui a certes rejeté le compte de Nicolas Sarkozy à l'époque mais complètement raté l'ampleur et le caractère industriel de la triche (elle avait estimé le dépassement à 400 000 euros seulement).

S'agissant de Bygmalion, la fameuse société chargée des meetings, la synthèse arrête à 16,3 millions d'euros le montant des dépenses du candidat (décors, son, etc.) prises en charge en cachette par l'UMP – via un système de fausses factures et de conventions fictives. Cette escroquerie était connue depuis le printemps 2014 et des révélations de Libération, elle est ici précisée.

Surtout, le rapport fournit des chiffres fiables sur le second volet de l'affaire « Sarkozy 2012 », c'est-à-dire cette masse de prestations sans rapport avec Bygmalion sur lesquelles les enquêteurs sont tombés à l'automne dernier dans les archives de l'UMP et qu'ils ont repêchées, pour des sommes parfois anecdotiques (2 875 euros chez l'imprimeur Colin Frères pour un tract), souvent significatives (105 667 euros pour

des tee-shirts « Les jeunes avec Sarko » ou 329 352 euros de trains SNCF pour le meeting du Trocadéro). D'où sortent-elles exactement ?

En fouillant dans le « Grand-livre » comptable de l'UMP, les policiers ont découvert une drôle de ligne baptisée « présidentielle », bricolée dans son coin par le « petit » comptable du parti, Eric G., qui a compilé là en 2012 tout ce qui lui semblait relever de la campagne de Nicolas Sarkozy. Pour rappel, le parti avait tout à fait le droit de payer en direct certains prestataires (pour des facilités de trésorerie), à condition que chaque dépense soit ensuite signalée dans le compte du candidat lui-même.

Or à l'UMP, cette ligne comporte 15,4 millions d'euros de dépenses plus ou moins en lien avec la présidentielle n'ayant jamais été inscrites côté Sarkozy. Tel quel, ce montant ne signifie pas encore grand-chose. Approximatif, Eric G. a en effet glissé un paquet de factures réglées par l'UMP à juste titre et que le candidat n'avait pas à déclarer, comme ses frais de maquillage, de restauration, ou encore de réunion les soirs de scrutin (dénusés de caractère électoral). Il fallait donc trier, l'assistante spécialisée du pôle financier s'en est chargée. À l'arrivée, elle estime qu'au moins 8,2 millions d'euros (sur 15,4) auraient dû figurer dans le compte de campagne de Nicolas Sarkozy. Et encore, elle n'a pu en analyser qu'une partie...

Parmi ces factures ressuscitées, citons à titre d'exemple 2,9 millions d'euros d'« ardoise » du candidat auprès de l'agence de voyage Carlson (jets, hôtels, etc.), 12 953 de badges et bandeaux de la société Artista, ou encore des locations de cars pour 766 186 euros, chaque fois réglés par l'UMP. Reste cette question fondamentale : qui a décidé que le compte de Nicolas Sarkozy ne piperait mot de ces 8,2 millions d'euros ?

Au siège du parti, le circuit des factures était pourtant basique : Eric G., salarié modèle et simple témoin dans le dossier judiciaire, faisait des photocopies et les déposait, une par une, dans la bannette de l'expert-comptable de Nicolas Sarkozy, Marc Leblanc, chargé du compte de campagne officiel. Ce dernier est aujourd'hui mis en examen. Il faut dire qu'en 2012, sa bannette, véritable trou noir, semble avoir avalé une incommensurable série de pièces... Devant les juges, Eric G. ne cesse de répéter qu'il les lui a transmises, Marc Leblanc qu'il ne les a jamais reçues. Lors d'une confrontation le 19 janvier dernier, les deux hommes ont par exemple été

interrogés sur trois factures de location de salles (Marseille, Strasbourg et Porte de Versailles) :

– « Je suis catégorique, a confié Eric G. Elles figuraient [dans la bannette]. »

– « Je suis catégorique, si elles étaient dans le classeur nous les [aurions] comptabilisées », a démenti Marc Leblanc. Et ainsi de suite.

Le juge Serge Tournaire a fini par s'agacer : « N'est-ce pas plutôt qu'à force d'additionner ces factures, le plafond légal aurait été dépassé et que vous avez fait le choix de ne pas inscrire certaines factures ?, a-t-il lancé à Marc Leblanc.

– Non. D'ailleurs je ne savais pas du tout où nous en étions quant au plafond légal, a balayé ce dernier. Je n'avais aucun moyen de le savoir. » Un comble.

Le plus étonnant, c'est qu'Eric G. ne s'est pas contenté de déposer des photocopies, il transmettait aussi un tableau de suivi des dépenses qu'il jugeait électorales à Marc Leblanc et son équipe, sur une clef USB et sous format Excel. Un brin hautain, Marc Leblanc a déclaré sur procès-verbal qu'il ne l'avait jamais examiné, encore moins utilisé, insistant sur les compétences supposées limitées du « petit » comptable.

Pourtant, un rapport d'expertise récemment remis aux juges vient souligner la proximité entre le fichier Excel d'Eric G d'un côté, et les fichiers de l'équipe comptable de Nicolas Sarkozy de l'autre, tels que remis à la Cnccfp à la fin de la campagne – « Il est techniquement possible et probable que les [seconds] peuvent avoir été créés à partir du [premier] », conclut le document. Si c'était le cas, des lignes de dépenses auraient été effacées avant remise à la Cnccfp...

« Je n'ai jamais décidé de soustraire quoi que ce soit, on ne m'a jamais demandé non plus de soustraire quoi que ce soit », a insisté Marc Leblanc devant les juges, livide, démentant sans relâche avoir reçu la moindre consigne en ce sens du camp Sarkozy. Quant au directeur de campagne Guillaume Lambert, présent à la confrontation de janvier, il s'est contenté d'assener : « Les seules informations dont je disposais étaient celles qui m'étaient communiquées (...) par l'intermédiaire des experts-comptables. » CQFD.

IV) Manuel Valls, l'autorité pour seule stratégie

LE MONDE | Par Bastien Bonnefous



From Left to right : Helene GEOFFROY, Manuel Valls, Najat VALLAUD-BELKACEM. Manuel Valls during its displacement in Vaulx-en-Velin, near Lyon; The Prime Minister visits the planetarium, meet children and make a comet. Vaulx-en-Velin 13 April 2016./KONRADK_1544.012/ Credit:KONRAD K/SIPA

Manuel Valls a une obsession : ne pas devenir le François Fillon du PS. Le premier ministre veut continuer coûte que coûte à exister dans le tumulte politique à gauche pour ne pas finir comme son prédécesseur à Matignon du temps de Nicolas Sarkozy, et survivre – contrairement à celui-ci en 2012 – à l'élection présidentielle de 2017, quel qu'en soit le résultat pour la majorité. En chute libre dans les sondages, usé par ses deux années passées Rue de Varenne, de plus en plus critiqué au sein même du gouvernement pour sa méthode, et toujours minoritaire dans le Parti socialiste, M. Valls semble désormais condamné à ne plus faire que ce qu'il sait faire : du Valls.

C'est-à-dire cliver par (presque) tous les moyens au sein de la gauche, transgresser de nouveau par les mots et les idées, pour frapper les esprits et tenter de conserver une plus-value politique minimale afin de préparer l'après-2017. Mais le chef du gouvernement ne peut plus attaquer tous azimuts comme du temps où il était ministre de l'intérieur. Au contraire, sur les questions économiques et sociales, il doit constamment s'aligner sur les équilibres précaires décidés par François Hollande. Sur le projet de « loi travail », M. Valls a dû reculer dans un premier temps devant la CFDT il y a quelques semaines, et désormais devant les organisations de jeunesse.

Après vingt-quatre mois à Matignon, le premier

ministre n'a pas réussi à imposer au PS et au pays sa vision sociale-libérale de l'économie. Son discours « probusiness » n'a jamais su convaincre les socialistes et semble même de moins en moins séduire le Medef, désormais attiré par le nouveau héraut du réformisme « en marche », le ministre de l'économie Emmanuel Macron.

Multiplication des couacs

En échec sur son bilan économique et social, Manuel Valls est donc contraint de revenir sur son terrain



Manuel Valls à Vaulx-en-Velin le 13 avril 2016. PHILIPPE DESMAZES / AFP

privilegié, celui sur lequel il bénéficie encore de marqueurs forts vis-à-vis de l'opinion publique : les valeurs et l'autorité républicaines. En quelques mois, il a ainsi troqué son « j'aime l'entreprise » pour « je n'aime pas les salafistes ». Dans une interview accordée à Libération mercredi 13 avril, la veille de l'émission de François Hollande sur France 2, il a répété ses dires de la semaine précédente contre l'islamisme salafiste.

Fidèle à ses convictions, il estime que le voile islamique « identitaire, politique, revendiqué comme tel, en cachant la femme, vise à la nier ». Au nom d'un « langage de vérité », il ajoute qu'il faudrait l'interdire à l'université, même si, concède-t-il, « il y a des règles constitutionnelles qui rendent cette interdiction difficile ». Surtout, il sème le doute sur la capacité générale de l'islam à s'intégrer dans la société démocratique française. « J'aimerais que nous soyons capables de faire la démonstration que l'islam, grande religion dans le monde et deuxième religion de France, est fondamentalement compatible avec la République, la démocratie, nos valeurs, l'égalité entre les hommes et les femmes », déclare-t-il.

Signe de son affaiblissement, ses propos ont été aussitôt contredits par deux de ses ministres. « Il n'y a pas besoin de loi sur la voile à l'université. Ce que je vois sur le terrain, ce que me disent tous les présidents d'université, c'est qu'il n'y a pas de problème », a réagi Thierry Mandon, le secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur. « Il y a une liberté de conscience, une liberté religieuse qui fait qu'on ne va pas imposer les mêmes contraintes à des mineurs qu'à des étudiants », a ajouté Najat Vallaud-Belkacem, la ministre de l'éducation nationale.

Cette double levée de boucliers ministérielle est une nouvelle illustration des couacs qui se multiplient au gouvernement, comme du temps de Jean-Marc Ayrault, alors que M. Valls avait précisément remplacé ce dernier pour les faire cesser. Récemment, le premier ministre s'est publiquement opposé à la ministre de l'écologie, Ségolène Royal, à propos de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Et, en début de semaine, c'était au tour du secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, proche de M. Valls, de créer le trouble en se prononçant pour la dépénalisation du cannabis, position que ne partage pas le premier ministre. Risque de terminer hors-jeu

Surtout, ces divergences témoignent d'une opposition de plus en plus forte au sein du gouvernement contre la méthode de gouvernance du premier ministre et contre sa primauté accordée aux thèmes identitaires. « Il faut que Valls se calme avec ses délires identitaires », s'énerve un ministre qui reproche au chef du gouvernement d'« agiter en permanence les peurs et de ne jamais parler aux Français des atouts du pays ». « On ne peut plus discuter avec lui, il fait tout tout seul dans son coin, sans jamais prévenir personne », abonde un autre, qui regrette un « recroquevillement ».

Coincé institutionnellement par François Hollande, Manuel Valls n'a pas d'autre choix que de soutenir une nouvelle candidature du chef de l'Etat en 2017. « Même si le lien s'est distendu, c'est François Hollande qui a été élu, c'est lui qui a créé une relation avec les Français », rappelle-t-il dans Libération. Certains de ses proches regrettent qu'il n'ait pas quitté Matignon quand cela était encore possible, par exemple pour être candidat aux régionales en Ile-de-France en décembre 2015. « Il aurait été élu dans un fauteuil et aujourd'hui, il serait dans un autre rapport de force avec Hollande », explique un de ses amis. Désormais, le risque pour Manuel Valls est clairement identifié : voir, jour après jour, pâlir son étoile du recours, pour terminer hors-jeu, entraîné dans sa chute par le chef de l'Etat en cas de défaite dans un an.



Bastien Bonnefous
Journaliste au Monde

V) France Télévisions, reprise d'antenne

Par Jérôme Lefilliâtre



Michel Field, ici le 5 avril, directeur de l'info de France Télévisions depuis décembre. Photo Joël Saget.AFP

Choqués par la gestion brutale du nouveau patron de l'info, Michel Field, et méfiants vis-à-vis de la future chaîne d'actu en continu, les journalistes de France Télévisions se réunissent en AG ce jeudi. Ils s'inquiètent des connivences politiques, alors que François Hollande est invité sur France 2.

Ambiance «Nuit debout» à France Télévisions. Une assemblée générale des journalistes est prévue ce jeudi à 15 heures, alors que France 2 programme dans la soirée une émission spéciale avec François Hollande, Dialogues citoyens. Chose remarquable dans une maison habituée aux protestations syndicales, la fronde n'émane pas des élus du personnel mais des sociétés des journalistes (SDJ). Elle pourrait déboucher sur le vote d'une motion de défiance à l'encontre du directeur de l'information de l'entreprise, Michel Field.

L'ancien trotskiste a réussi l'exploit de faire converger les luttes, toujours dispersées à France Télévisions, et à cristalliser sur sa personne les mécontentements. Ils sont nombreux : la convocation à l'AG dénonce pêle-mêle «l'absence de dialogue sur les questions éditoriales», «le mépris, la désinvolture et parfois la grossièreté» de Field, les «multiples interrogations suscitées par le projet de chaîne d'info publique» ou encore la «fusion» des rédactions nationales de France 2 et France 3.

La tempête est telle que la présidente de France

Télévisions, nommée l'été dernier, a fait le tour des rédactions mercredi pour tenter de déminer le terrain. Delphine Ernotte a renouvelé sa confiance en Michel Field, en poste depuis le mois de décembre seulement. «Elle entend les inquiétudes et admet qu'il y a eu des maladroites, explique son cabinet. Mais Michel Field est en train de transformer l'information au sein de l'entreprise. Il y a besoin d'une refonte, et il a les idées pour cela.» Ce soutien réaffirmé apaisera-t-il les tensions ? Pas sûr. Les journalistes du groupe, qui ont discuté toute la journée de mercredi pour savoir quelle position adopter lors de l'AG, semblent avoir acté la rupture avec leur patron. Le problème Michel Field

«Pour moi, il est mort», tranche un membre de SDJ. «Caramélisé, s'amuse un ancien dirigeant de France Télévisions. Il fait toutes les erreurs qu'il ne faut pas faire.» En guerre avec ses troupes, Michel Field est sur la sellette, quatre mois après avoir été nommé directeur de l'information. Très remontés contre lui, les salariés ne le supportent déjà plus. L'ex-prof de philo enchaîne les boulettes. «Il est en roue libre, c'est dérapage sur dérapage, on se croirait au trophée Andros [course automobile sur glace, ndlr]», rigole, amer, Manuel Tissier, le président de la société des journalistes de France 2.

A France Télévisions, on n'avait déjà pas apprécié, entre autres changements, d'apprendre par voie de presse l'arrêt de Des paroles et des actes. Mais on est tombé de sa chaise en regardant la prestation de Field dans l'émission le Supplément sur Canal + dimanche dernier. D'un air badin, il y a tancé les choix éditoriaux de Guilaine Chenu et Françoise Joly, les présentatrices historiques d'Envoyé spécial, demandé à Nicolas Poincaré, celui de Complément d'enquête, de «ne pas se suicider tout de suite» et dit, à propos de la contestation sur la fusion des rédactions de France 2 et France 3 : «Ça m'en touche une sans faire bouger l'autre.» Devant les salariés, Delphine Ernotte a demandé de faire preuve de «bienveillance» à l'égard de Field, dont elle a rappelé qu'il n'était pas un manager de formation.

C'est tout le problème. Pour beaucoup, le one man show dominical de l'ancien chroniqueur de Coucou c'est nous illustre la désinvolture et le dilettantisme de l'homme, déjà dénoncés à tous les étages. «Field n'est pas au niveau», balance Serge Cimino, délégué SNJ. «Au premier abord, il est sympa et détendu, mais c'est plus un animateur avec de la faconde et de la tchatte

qu'un directeur de l'info, dit Claude Guéneau, journaliste à France 3 et élu CGT au comité d'entreprise. Derrière cette attitude, il y a un grand amateurisme et un manque de travail.» Syndicats et SDJ parlent de promesses non tenues, de volte-face et de mensonges, au point - presque - de regretter le directeur de l'info époque pré-Ernotte, Thierry Thuillier, qu'ils ont pourtant largement détesté. Autre grief : le mépris hautain dont Field ferait preuve envers eux. Depuis qu'il a commis un lapsus lors d'une réunion, il appelle ainsi les journalistes, plutôt jeunes, du site FranceTV Info les «têtes de nœud», sur le ton de la blague. Elle ne fait plus rire que lui. S'ajoutent à cette liste des reproches les soupçons de connivence politique qui planent sur cet homme de médias connu pour ses nombreuses amitiés avec les pouvoirs, de droite comme de gauche.

En interne, on ne trouve plus personne pour le défendre, même à haut niveau. La rédactrice en chef du 20 heures de France 2, Agnès Vahramian, mène campagne contre lui. De même que Nathalie Saint-Cricq, la patronne du service politique de la chaîne, qui ne participera pas à l'émission avec François Hollande ce jeudi soir. D'après le Canard enchaîné, Field lui a préféré Léa Salamé parce qu'elle est «virevoltante et sexy».

En début de semaine, les élus des sociétés des journalistes ont aussi été frappés de voir le directeur des rédactions du groupe, Alexandre Kara, pourtant nommé par Field, s'approcher d'eux pour leur dire qu'il ne se retrouvait pas dans les mots prononcés par son supérieur sur Canal +. Le message a été interprété comme un lâchage en bonne et due forme. «Je suis loyal, je soutiens Michel, mais je ne suis pas comptable de ses propos», répond l'intéressé. Service minimum.

La privatisation de la grille ?

Fin de Des paroles et des actes, lancement d'une nouvelle émission politique, mission confiée à Elise Lucet pour repenser Envoyé spécial et Complément d'enquête... Michel Field est en train de bouleverser l'information à France Télévisions. Difficile de le lui reprocher : ces «marques» étaient vieillissantes et leurs audiences déclinaient. Même les journalistes les plus contestataires le reconnaissent. Le problème est la façon dont il est en train de remodeler les cases d'information du groupe audiovisuel. Dans un communiqué publié mardi, le syndicat SNJ lui reproche de vouloir «externaliser» l'information :

elle «ne doit pas être sous-traitée, [...] il en va de notre rôle et de notre responsabilité de service public». Certains vont jusqu'à parler de «privatisation». Le fait que Michel Field, comme son bras droit Germain Dagognet, aient été débauchés du groupe TF1 par Delphine Ernotte n'arrange pas les choses, au sein d'une entreprise viscéralement attachée à sa mission démocratique. «Si Field payait un coup à chaque fois qu'il nommait TF1, on sortirait tous bourrés de réunion», grince d'ailleurs un cadre.

Les craintes de «privatisation» se polarisent sur la soirée du jeudi de France 2. Pas tant sur la promotion d'Elise Lucet, devenue l'icône d'un journalisme indépendant et haut de gamme grâce à Cash Investigation, que sur l'identité des futurs producteurs de ce moment emblématique pour la chaîne. Envoyé spécial et Complément d'enquête vont-ils échapper à la rédaction ? Et au profit éventuel de qui ? Passe encore si c'est Premières lignes, la société derrière Cash Investigation, plutôt bien vue en interne. Mais un autre nom sème le trouble. Un projet de Field, «pas encore signé» selon un membre de la direction de l'info, vise la création d'une courte émission politique de trente minutes, le jeudi à 20 h 15, juste avant la future grande émission politique de David Pujadas, finalement confirmé à ce poste après des semaines de rumeurs contraires. A l'envers des pratiques de la maison, celle-ci pourrait être produite par Renaud Le Van Kim, l'ancienne tête pensante du Grand Journal de Canal +, qui a été viré de la chaîne cryptée par Vincent Bolloré. Un casus belli, à un an de l'élection présidentielle. «C'est comme si, à Libé, vous faisiez écrire les articles politiques par une société extérieure !» s'emporte Serge Cimino.

En faisant appel à Le Van Kim, réputé proche de Nicolas Sarkozy depuis qu'il a filmé un de ses meetings en 2004, Field poursuit-il un agenda politique ? Impossible de répondre par l'affirmative : lui-même doit sa nomination à Delphine Ernotte, que ses adversaires disent proche de François Hollande. Peu importe, au fond, que les interprétations soient confuses ou divergentes. Le soupçon de dépendance à l'égard des pouvoirs politiques s'est renforcé depuis l'arrivée du nouveau directeur de l'information, et les rédactions de France Télévisions ne le supportent pas.

En vérité, il s'agit probablement d'une histoire de copinage et de renvoi d'ascenseur - ce qui n'est guère mieux. Field et Le Van Kim ont en effet un «meilleur ami» commun en la personne de Xavier

Couture, ex-dirigeant de TF1 et de Canal +. Or celui-ci, devenu consultant, a aidé Ernotte pendant sa campagne pour la présidence de France Télévisions. Il est également l'ancien mari de Claire Chazal, bombardée début janvier à la présentation d'un magazine culturel quotidien sur France 5 (Entrée libre). Ce mélange des genres horripile les journalistes, qui se demandent aussi pourquoi l'émission de Thomas Hugues sur France 5, Médias le mag, sera supprimée à la fin de la saison, à la surprise générale.

«France Info», vraiment ?

Dans cette atmosphère d'ombrage et de défiance, Delphine Ernotte paie aussi le tribut de tous les dirigeants de France Télévisions. Même nommée à la tête de l'entreprise par un Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) à l'indépendance renforcée, elle souffre depuis l'an dernier d'une accusation plus ou moins tacite : si l'ancienne patronne d'Orange France est arrivée là, c'est parce que l'Elysée l'a bien voulu, et sa mission secrète est de favoriser François Hollande. D'ailleurs, pointent ses détracteurs, n'a-t-elle pas choisi l'ancien conseiller de Cécile Duflot, Stéphane Sitbon-Gomez, comme directeur de cabinet ? Là encore, peu importe que l'ex-ministre du Logement soit l'une des voix les plus critiques du chef de l'Etat au sein de la gauche... La rumeur d'accointance fait son travail. De là naissent tous les fantasmes de connivence, renforcés par les «maladresses» de Michel Field.

L'un d'eux s'incarne dans la chaîne d'information en continu que veut lancer Ernotte. S'agit-il de contrebalancer, en vue de 2017, le poids pris par la concurrente BFM TV, contre laquelle François Hollande a une dent ? Il y a beaucoup de raisons d'en douter. Mais le calendrier ultra-serré, quasi intenable, du projet pose question : la chaîne doit diffuser dès la rentrée de septembre, dans le but avoué de suivre l'actualité politique (primaire de droite, puis campagne présidentielle). «La direction de l'information a un nombre énorme de problèmes à résoudre d'ici là, elle est à cran et commence à se tendre», observe Pascale Justice, la présidente de la SDJ de France 3. Face à la complexité du dossier, Pascal Golomer, le prédécesseur de Michel Field, militait pour se donner un peu de temps. Il a été débarqué, trois mois seulement après sa nomination par Delphine Ernotte.

Dans la précipitation, les dirigeants de la maison sont tout près de parvenir à une absurdité qu'eux seuls semblent ne pas remarquer : cette chaîne, sur laquelle ils misent tant et qui va faire travailler

150 personnes, est bien partie pour porter le nom de... «France Info». Comme l'antenne spécialisée de Radio France, partenaire mineure sur le projet, qui a pourtant réussi à imposer la marque sur laquelle elle a tous les droits. C'est d'autant plus grotesque que cette marque pourrait aussi regrouper sur le numérique tous les contenus produits par France Télévisions, avec ceux de la radio. «Cela s'appellerait France Info, mais ce serait construit sur la base de notre site, de nos pratiques, avec nos chefs et notre adresse URL ? Comprenne qui pourra», regrette Ilan Caro, président de la SDJ de FranceTV Info, l'actuel site d'info de France Télévisions, qui a réussi à se faire une place sur le marché. «Pendant le JT de France 2, Pujadas va renvoyer les téléspectateurs vers le site France Info ?» poursuit-il.

Lors d'une consultation interne, organisée par les instances représentatives, 94 % des journalistes des rédactions nationales s'étant exprimés se sont opposés à cette idée. Michel Field a rétorqué que le nom était anecdotique. «Mais ce n'est pas un détail, c'est l'identité du média qui se joue avec la marque», s'étonne un ancien patron de France Télévisions. «Au fond, remarque un cadre de l'entreprise, c'est symptomatique du désordre et l'absence d'un travail sérieux et méthodique.» Derrière les différents reproches, toujours la même critique.

Jérôme Lefilliâtre



LAPRESSEENREVUE.EU



Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue...

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com

A Suivre...
La Presse en Revue